

Rapport moral du SNEP-FSU 35 sur la mandature 2021-2025

L'activité du SNEP-FSU 35 s'inscrit dans la continuité et l'interaction avec l'activité académique, en conservant toutefois une autonomie départementale. Elle s'inscrit aussi au sein de la FSU 35 et en lien aux autres syndicats (SNES, SNUEP, SNUIPP, SNICS...). En regardant dans le rétroviseur de ces quatre dernières années, nous y voyons une activité syndicale marquée par de belles réussites et avancées mais aussi par certains écueils.

L'analyse des « pépites et râteaux » sur cette période s'inscrit dans notre volonté de questionner la pertinence et l'efficacité de nos modes d'entrée et d'action. Nous avons à cœur de faire nôtre l'appel à la fois vibrant et plein de sagesse de Victor Hugo : « *Tenter, braver, persister, persévérer, s'être fidèle à soi-même, prendre corps à corps le destin, étonner la catastrophe...* »

A) Une activité riche, dense mais parfois avec le sentiment d'être engloutie par une actualité de plus en plus violente et assommante. La nécessité d'un recul réflexif sur nos pratiques semble plus nécessaire que jamais, afin de regagner en efficacité et éviter l'épuisement militant :

Durant ces 4 années, nous avons le sentiment d'avoir eu :

- **Une activité d'information, de rencontre et de mobilisation importante**, qui s'est articulée à la fois au sein de la vie dans les établissements et des instances à l'EN (Education Nationale), mais aussi au-delà sur des sujets plus transversaux. Citons par exemple l'organisation des stages pour *Agir (sur le budget, la DGH, les équipements)* au moment des CA, les stages APSA, les échanges réguliers d'informations autour des instances départementales (CSAD, CDEN), mais aussi les initiatives en lien à l'écologie, à la lutte contre les idées d'extrême-droite, contre la répression, contre la précarisation...

Nous faisons le constat identique à la précédente mandature (2017-2021) d'une intensification continue du rythme d'information, en lien à une actualité politique et/ou des réformes-régressives en cascade : lois « *assurance chômage* », réforme des retraites (2023), loi de programmation militaire, Répression croissante (Ste Solline), loi « *immigration* », lois de finance austéritaires, guerre en Ukraine, guerre génocidaire contre les palestinien.nes, rapprochement accéléré de la droite libérale et de l'extrême-droite, choc des savoirs, Pacte... Sur tous ces sujets, nous avons tenté d'éclairer les enjeux, d'alerter sur les conséquences et de proposer des alternatives.

Devant le flot ininterrompu des attaques et la nécessité d'être réactif.ve pour ne pas (trop) les subir, nous avons vu évoluer notre communication vers les outils offrant plus de réactivité (mais aussi plus de sollicitations). Au site internet, lettres d'infos (en moyenne, toutes les 3 semaines à laquelle s'ajoute une gazette des luttes entre chaque vacances, pour tenir au courant de l'actualité du 35 et notamment des victoires), enquêtes en ligne (DGH, Budget, Equipements, Formation...), se sont ajoutés des groupes Signal (1^{ère} ligne, 2^{ème} ligne, Adhérent.es, Ecologie...). D'autres outils ont été essayés puis abandonnés, demandant une énergie que nous n'avons pas (encore) pour les pérenniser ([application mobile](#), [répondeur-témoignage](#), [éditos-vidéos](#)...)

- Une **difficulté chronique à porter efficacement l'ensemble des dossiers**, tant les militant.e.s sont rattrapés.es par les difficultés du métier dans leurs propres établissements, l'activité syndicale au niveau départemental, académique, voir national pour certain.es. L'envie et la conscience aiguës des dangers nous poussent à vouloir/devoir toujours en faire plus...et nous amènent sur une ligne de crête où la vigilance et la solidarité collective sont essentielles afin de garder l'équilibre. Un équilibre essentiel à garder entre nos envies et nos moyens, afin d'éviter la bascule dans la frustration ou l'aigreur de ne pas en faire assez ou au contraire dans l'épuisement d'en avoir trop fait...

- Le **constat d'un sentiment d'impuissance et de résignation qui semble gagner du terrain à la fois chez les collègues et les militant.es**... A la difficulté d'obtenir des victoires, mêmes petites (qui existent pourtant bel et bien) s'ajoutent l'actualité nationale et internationale. Nous sommes face à des crises démocratique, sociale, économique et géopolitique. Les forces réactionnaires s'allient entre elles pour conserver leur pouvoir et sont prêtes à tout pour cela, y compris sortir de la démocratie et de l'état de droit (on ne compte plus les 49-3, les violences policières, le non-respect du résultat des législatives 2024, les déclarations des ministres rejoignant celles de l'extrême-droite, leurs votes...) Devant cela, il nous faut changer de braquet et sûrement de tactique. Sans avoir de recette miracle, il nous a cependant semblé essentiel de pouvoir faire face à une résistance longue, et donc de pouvoir tenir sur la durée. C'est dans cette perspective que nous avons décidé de mettre en place une caisse de grève en 2024, qui recueille depuis les dons des collègues à cet effet ainsi que 5% des parts départementales des cotisations syndicales. Nous portons par ailleurs la proposition d'élargir cette initiative au niveau académique et national.

- La **nécessité de questionner plus régulièrement notre fonctionnement** pour le rendre à la fois plus sain (ne pas s'épuiser), plus inclusif (grossir nos rangs), et plus efficace (impacter davantage). C'est dans cet esprit que nous avons souhaité poursuivre notre ouverture aux méthodes d'éducation populaire, avec l'appui de coopératives professionnelles pour se former à plusieurs outils. Entre 2021 et 2025, nous avons ainsi expérimenté avec (La Scop du Contre-pied) les « *enquêtes de conscientisation* », le *Gros débat*, le *forum ouvert*, le *groupe d'interview mutuel*, et tout récemment (avec la Scop L'ardeur) *l'anecdote gesticulée*. Si ces outils n'ont rien de magique en soi, ils nous apportent une réflexion salutaire sur notre propre posture militante ainsi que des manières complémentaires d'agir au quotidien.

B) Une activité autour des problématiques de métier :

Nous avons porté de multiples actions et revendications spécifiques à l'EPS durant ces 4 dernières années : conditions de travail, forfaits d'AS, fonctionnement de l'Unss, qualité et quantité des équipements sportifs, montant des DGH, accès au savoir nager, formation continue dans les APSA, résistance face au management oppressif, respect des droits des personnels sur les IMP, le droit à la formation...

➤ *Les équipements sportifs* : Sur le domaine crucial mais long à concrétiser des équipements sportifs (ES), nous avons tenté de donner un coup d'accélérateur, étant données les remontées alarmantes de certain.es collègues (particulièrement ceux exerçant dans des grandes villes). La question des équipements sportifs (ES) rejoint celle de l'égalité des chances, la qualité et durée des apprentissages n'étant évidemment pas la même selon les ES disponibles à proximité. Sur cette question, le Snep-FSU35 a participé au gros travail initié par le Snep-FSU académique au travers du [Gymnascoré](#), dont les résultats furent présentés en septembre 2022 en présence notamment d'élues de la mairie de Rennes et du Conseil départemental 35. En critiquant ET en produisant des propositions concrètes (plan d'urgence breillien de rénovation/construction de nouveaux gymnases, avec des critères d'améliorations précis), nous installons un rapport de force à la fois argumenté et constructif.

Et nous n'hésitons pas à mouiller le maillot afin d'améliorer les conditions d'apprentissages de nos élèves. Preuve en est le travail de longue haleine autour du projet d'équipement des parcs en balises de course d'orientation. Porté depuis l'automne 2018, en lien avec le comité fédéral départemental de Course d'Orientation et l'Unss35, nous avons été jusqu'à installer les balises nous-mêmes (militant.es et sympathisant.es du Snep-FSU35) en 2022 et 2023. Le récit et l'analyse de cette victoire syndicale, pédagogique et professionnelle a fait l'objet d'une publication spécifique : « [Le Snep-FSU35 booste l'accès à la course d'orientation](#) ».

➤ *Les conditions et le temps d'apprentissage* : les JOP 2024 ont été une hypocrisie sans nom au regard du manque de moyens et de personnels pour favoriser les pratiques sportives des jeunes. [L'équipe du SnepFsu35, dans le cadre d'une campagne nationale pour « raviver la flamme de l'EPS »](#) s'est organisée pour mobiliser un maximum d'acteurs et actrices en faveur d'une revendication portant à 4h l'enseignement de l'EPS pour tous les élèves de la 6^{ème} à la terminale.

➤ *La formation continue et la dimension pédagogique du métier* : face à l'insuffisance chronique des formations sur les APSA, nous avons continué de proposer des stages pédagogiques ancrés sur le cœur de notre métier.

- Et depuis 2022, cette volonté a pris une toute autre dimension, avec la création des [journées bretonnes de l'EPS \(JEPS\)](#), initiée dans le cadre de la semaine nationale de l'EPS (campagne portée par le SNEP-FSU), évènement annuel réunissant plus de 150 collègues d'EPS sur 2 jours, et offrant 6h de formation pratiques dans 6-7 Apsa différentes. La 1^{ère} édition s'est déroulée en octobre 2022 dans le 35 (à Rennes) et a depuis concerné chaque département de l'académie, avec des retours très positifs.

- En plus de ce grand évènement, grâce à l'engagement et à la générosité de militant.es expert.es, le Snep-FSU35 a aussi pu proposer un **nouveau format de stage annuel : sur 4 jours, avec l'ambition d'en faire un temps de réflexion à la fois syndical, didactique et pédagogique, relié fortement aux dimensions environnementale et politique**. Ainsi, nous avons proposé en 2023 et 2024 un « *stage anti-capitaliste-itinérant en Kayak de mer* », et en 2025 un « *stage surf & environnement* ». Ces stages ont amené des équipes EPS à lancer par la suite des séjours itinérants avec leurs élèves, et ont même produit un outil pour en faciliter l'organisation à destination de l'ensemble de la profession : [« séjour sportif itinérant »](#)

- En résumé, par les seules actions et déterminations des militant.es et sympathisant.es du SnepFsu35, ce sont plusieurs centaines de collègues EPS qui auront pu participer à des stages de danse contemporaine, de boxe Française, de Course d'orientation, de Badminton, de Cirque, de Natation, de Parkour, de Rugby, de Kayak de mer, de volley-ball, de Surf, de Kayak en eaux-vives...

-Enfin, l'activité de formation organisée par SNEP-FSU 35, caractérisée par la volonté de rencontre avec la profession, fut conséquente et diversifiée sur ces quatre années. Pas moins de 39 stages ont été organisés dans notre département, avec environ 800 participant.es. Stages APSA, sur la carrière, le juridique, l'analyse des réformes éducatives et politiques...

C) Une activité qui ne se limite pas au cadre spécifique de l'EPS. Du spécifique au général, nous avons fortement accentué les liens avec des problématiques plus générales (en FSU, en intersyndical, en interpro...)

Parce que les attaques ne se limitent pas à l'EPS ni à l'école, le Snep au sein de la FSU35 a aussi tenté (avec modestie mais détermination) d'apporter son énergie aux luttes plus globales, le plus souvent possible en intersyndicale, mais aussi parfois au sein de groupements moins formalisés. L'équipe du Snep35 s'est particulièrement investie dans les luttes locales et unitaires avec :

- une implication forte dans le **mouvement retraite en 2023**,
- une participation au **comité rennais des soulèvements de la terre** pour penser la suite de St Solline, en 2023,
- une **impulsion & animation significatives du collectif education35**, pour refuser le *choc des savoirs*, avec [l'organisation d'occupations générales d'établissements \(avec AG-visio\)](#), des manifestations locales, un site internet dédié au partage d'infos-actions-outils, des réunions publiques, un stage intersyndical et intercatégoriel en mai 2024 rassemblant 176 personnes...
- des **participations ponctuelles à la coopérative Cerise** ([2021](#), [2022](#), [2024a](#), [2024b](#), [2024c](#), [2025](#)), regroupant des militant.es d'appartenances diverses en quête de pensées et d'actions collectives alternatives et révolutionnaires.
- un **engagement explicite et actif au sein de la FSU35, contre l'extrême-droite et POUR faire gagner le Nouveau Front Populaire** lors des législatives « surprises » de juin-juillet 2024, via de multiples actions durant le mois de Juin 2024 : collages, tracts, banderoles...). C'est ainsi que de multiples liens se sont encore développés durant ces 4 années entre le SNEP35 et d'autres syndicats/associations/collectifs engagés pour des valeurs humanistes: Cerise, Attac, SLT, Alternativa, AES, VISA, AFPS...

D) Une activité qui cherche à apporter des réponses aux problématiques environnementales, avec un travail continu qui s'est progressivement élargi en Fsu et en intersyndical

Cette thématique aura probablement vu la plus forte progression en termes d'activités et de production du SnepFSU35 durant ces dernières années. Cela reflète autant les envies des militant.es déjà investi.es précédemment que celles des nouveaux.elles s'y plongeant avec enthousiasme. L'analyse de cet engagement fait ressortir un double constat : le premier est qu'un syndicat est toujours le fruit de ce qu'en font d'abord ses militant.es. Le second, que l'équilibre entre les thématiques (métier/sociétales) est une dimension cruciale à maintenir pour ne pas délaisser des sujets moins transversaux mais pourtant tout aussi essentiels dans la vie des collègues.

Grâce à l'engagement et l'efficacité d'un groupe de militant.es pilotes, l'équipe du SnepFSU35 aura été à l'initiative de :

- **6 groupes de travail écologie** (alimentation, His-écologie, pratiques APPN, Habitus Vélo, Bâti, séjour sportif itinérant) lancés en 2023 et porteurs d'une dynamique qui a irrigué ensuite l'investissement des questions environnementales au niveau départemental de la FSU (**commissions écologie FSU35 créé en 2024**) et académique du Snep (**table ronde écologie et EPS lors des Jeps 2023 à Lorient**),
- La rencontre puis la mise en lien de l'Unss35 et des professeur.es d'EPS avec la coopérative agricole **Agribio35**, pour faciliter l'approvisionnement en produits locaux et bio lors des rencontres Unss,
- La participation régulière à l'intersyndicale écologie 35 (FSU, Solidaires, Conf'paysanne...),
- La présentation d'une conférence gesticulée « **L'écologie sans lutte des classes, c'est du gaspillage** », lors de l'évènement intersyndical (construit par la FSU, Solidaires, la CNT, la CFE-CGC la confédération paysanne) le 13 juin 2025 « *De la lutte à la fourchette* » et associant des chercheur.es, paysan.nes, citoyen.nes,
- La [conception d'un guide facilitant l'organisation de séjours sportifs itinérants](#) dans le 35

E) Une activité qui cherche à peser par les propositions ET la mise en action (et tant qu'à faire dans la joie) :

Des actions dans l'espace public, ou la force des adhérent.es : Une action chassant l'autre, nous les oublions (trop) vite. Aussi, il ne nous semble pas inutile de rappeler ce que nous avons commis ensemble ces dernières années... : des karaokés de manif où ça serre les rangs (et les poings) pour chanter derrière le camion FSU35, des cartes de vœux militantes pour une nouvelle année combattive, un parcours Run&Strike en janvier 2024 pour la flamme de l'EPS (Dsden-Rectorat-Inspe-Conseil départemental-Comité olympique-Staps-Fcpe), un rassemblement RevendiFestif sur la place de la république avec l'intervention d'un député, des occupations nocturnes et coordonnées d'établissement contre le choc des savoirs (février, mars 2024), des rencontres et actions communes avec les parents d'élèves (Fcpe35), des banderoles sur les ponts de la colère en 2023 (retraite), 2024 (choc des savoirs, campagne NFP), les multiples tracts publics et collages avec l'invention d'une nouvelle épreuve combinée : le *Bike and glue*, une kermesse revendiFestive (juin 2025), la participation aux AG citoyennes « Indignons-nous 35 », etc...

Et parce que sans l'appui des adhérent.es, nous ne serions rien, nous avons aussi tenu à remercier symboliquement ceux qui rendent tout cela possible. En témoignent nos palmes syndic'35, remises chaque année depuis septembre 2019, ou les badges *PPCR syndicaux* envoyés en décembre 2024...

Des actions/interpellations envers les élu.es et/ou candidat.es :

- Lors de campagnes d'action du SNEP (JEPS, Flamme de l'EPS, 4h pour tous.les), lors du vote du budget de la nation (Loi de finance chaque année en novembre-décembre), nous nous sommes efforcé.es au niveau départemental de solliciter et/ou rencontrer les député.es et sénateur.rices afin de mettre en avant la question de l'investissement éducatif (1 500 postes au CAPEPS, 4h d'EPS pour tous.les...) et de faire avancer nos revendications. Cela s'est matérialisé par des interactions croissantes avec les élu.es (en particulier celles issu.es du NFP), aboutissant (au niveau national) à une augmentation significative de la reprise de nos questions au Parlement.
- En amont des échéances électorales (départementales en 2021, législatives en 2024), nous avons aussi tenté de faire avancer nos revendications. Durant la campagne des élections départementales, nous avons sollicité les différentes tendances afin de faire connaître leur positionnement sur nos revendications, avec une [publication spécifique](#) en juin 2021. Car gouverner, c'est choisir.

Le temps et les forces militantes manquant souvent pour réussir à tenir tous ces bouts (nous n'avons que 4h de décharge au total pour organiser et animer toute cette activité départementale). Pourtant, nous avons réussi à être beaucoup plus présent.es et moteurs au niveau de la FSU35, au prix d'un avancement probablement moins efficace sur d'autres dossiers. Parce qu'il est toujours bénéfique de faire un pas de côté de temps en temps, nous proposons chaque année aux collègues curieux.ses et/ou intéressé.es de participer à notre stage annuel d'équipe départementale (début Juin) où nous faisons le point sur l'année écoulée avant de préparer la suivante. Parce qu'un regard complémentaire est toujours salutaire, nous avons tenu chaque année à inviter un cercle élargi de militant.es évoluant en « 2^{ème} ligne ». Ce temps, s'efforçant de mêler travail et convivialité fut chaque année source d'émulation et générateur d'idées nouvelles.

Motion d'orientation du SNEP-FSU 35 pour la mandature 2026-2029

Pour un syndicalisme proche des collègues et qui réponde à leurs besoins

Nous tâcherons d'être toujours aussi attentifs.ves et réactifs.ives aux sollicitations (croissantes) des collègues, tout en prenant le recul nécessaire pour les inscrire dans des revendications progressistes et collectives.

Pour un syndicalisme lucide

Un double constat s'impose et nous ne devons pas glisser ce qui nous gêne sous le tapis : nous sommes fier.es d'avoir entretenu une réelle dynamique départementale, avec beaucoup d'activité et même certaines avancées MAIS on ne peut oublier nos difficultés à faire avancer plus loin nos revendications majeures sur l'emploi, la réduction des inégalités, la fonction publique, les effectifs, les conditions de travail...

Notre orientation syndicale, qui vise la transformation sociale et non l'accompagnement des régressions, nous impose de faire un pas de côté pour regarder avec lucidité notre fonctionnement et notre bilan. Toutefois, il est possible que nous nous leurrions sur le sens et l'efficacité de certaines de nos actions. Prenons au moins le temps d'y réfléchir un peu, collectivement, pour penser la suite avec davantage d'efficacité. A cette fin, l'ouverture aux méthodes d'éducation populaire et à d'autres tactiques militantes peuvent être des appuis complémentaires.

Pour un syndicalisme plus offensif et stratégique

Trop souvent, notre activité est orientée et enfermée par l'actualité et les réformes régressives : 2021 (Loi assurance chômage), 2023 (Loi retraite, Pacte...), 2024 (Choc des savoirs, législatives), 2025 (Lois de finance austéritaires). Nous résistons à ces réformes et empêchons parfois leur aboutissement (choc des savoirs). Nos mobilisations peuvent avoir un impact fort et durable sur l'opinion publique (bien que perdante sur le papier, la mobilisation retraite 2023 a marqué une victoire idéologique qui pèse encore aujourd'hui sur le gouvernement, via la censure...) mais nous nous plaçons trop (souvent) sur la défensive. Nous sommes conscients que notre activité syndicale se situe entre le temps long et le temps court : à la nécessité d'obtenir des avancées sociétales qui engagent des batailles parfois sur plusieurs années, nous devons mêler des avancées concrètes et précises en lien avec notre métier.

En outre, devant l'alliance objective de l'extrême centre avec les droites libérales et racistes pour faire durer l'oppression néolibérale, il semble plus que jamais indispensable de (re)penser notre stratégie, tant au niveau SNEP qu'au niveau inter-syndical et/ou inter-orgas (collectifs, associations et partis politiques). L'indépendance politique, marqueur important de la charte d'Amiens, ne devant pas se traduire par de l'indifférence.

Pour obtenir des avancées (sur les conditions de travail, sur la transition écologique, sur les installations sportives, sur les salaires, sur les effectifs par classe...), il nous faudra réussir à reprendre l'initiative, en étant davantage « à l'offensive ». Avec des revendications en POUR, une médiatisation réfléchie et une stratégie de recherche de puissance alliant court/moyen/long terme. Probablement que dans cette perspective, les modalités d'action devront être revisitées à l'aune de leur efficacité et/ou du nombre de participant.es qu'elles permettent de mobiliser.

On ne lâche rien.